

Je n'ai pas fini. Autres questions:

Pourquoi, le 7 octobre, avez-vous livré un grand combat dans la plaine de Thionville? Que vouliez-vous faire? Vous ravitailler, dit-on? Or, vous avez, comme toujours, engagé la lutte avec une très grande infériorité numérique de troupes, vous avez opposé peu de canons aux innombrables batteries de l'ennemi. Cependant, en massant votre artillerie sur le point attaqué, en faisant comme les Prussiens, qui ont dû vous l'apprendre, vous auriez infailliblement fait taire les canons ennemis; au lieu d'engager des régiments, il fallait engager un corps d'armée, deux au moins. Malgré cela, les soldats ont réussi par leur bravoure à s'emparer des Grandes-Tappes; où se trouvaient des greniers bien approvisionnés. Mais le succès, vous ne le vouliez pas; on serait, du moins, tenté de le croire, puisqu'après l'avoir obtenu, au prix du sang d'un millier de vos soldats, la retraite a été ordonnée. J'ai vu la chose et je la déclare infâme.

Que signifient ces conseils de guerre que vous tenez avec les chefs de corps d'armée et les généraux? On dit que, dans l'un d'eux, on a discuté la capitulation. Est-ce vrai? On est tenté de le croire, puisque, aujourd'hui même, quelqu'un qui vous touche de près a répondu à l'affirmation d'un officier de la garde mobile qui disait au café Parisien qu'elle avait été votée à l'unanimité: « Vous vous trompez, monsieur, un tiers seulement l'a votée. »

Enfin, voici la question la plus sérieuse: Pourquoi n'avez-vous pas fatigué, harcelé, chaque jour, chaque heure, l'armée ennemie de blocus par des sorties en forces sur un point donné? Cela vous était facile, puisque, occupant le cercle du centre d'investissement, vous pouviez chaque jour, chaque heure, sinon remporter des succès décisifs, du moins faire subir à l'armée assiégée des pertes qui, peu à peu, l'auraient démoralisée. Tout au moins vous auriez assuré vos ravitaillements aux dépens de l'ennemi.

Vous n'avez rien fait, et d'ici à peu de jours vous n'aurez plus aucun moyen de combattre.

Malgré cela ne comptez pas sur nous; vous ne nous vendrez pas comme un troupeau de moutons. Vous et vos acolytes, vous serez jugés un jour. Dieu veuille que vous puissiez vous défendre!

Metz, le 12 octobre 1870.

plus. Cependant, si elle est résolue, tout le monde fera son devoir, et nous passerons, dussent les neuf dixièmes de l'armée rester sur le terrain. Mais les débris de cette armée à quoi seront-ils bons? Certainement l'honneur français serait sauve; mais ne vaudrait-il pas mieux ménager nos forces pour rendre à la patrie de plus grands services?

La France est horriblement travaillée par l'anarchie; Paris est victime de désordres inouïs; Lyon est aux mains des canuts; Marseille est la proie des rouges; Bordeaux, Toulouse sont le théâtre de violences; enfin, le Havre, Rouen demandent pour rétablir l'ordre des garnisons prussiennes. Sauvons nos propriétés, nos familles. Notre mission est aujourd'hui de protéger la société. Nous sortirons d'ici avec les honneurs de la guerre, avec nos armes et nos aigles, et nous deviendrons armée de l'ordre.

C'est ainsi qu'on commença à empoisonner l'esprit de l'armée... Mais il n'entra pas dans les vues de la Prusse de laisser une armée de plus de cent mille hommes se dégager de Metz avec ses armes et ses aigles pour aller rétablir ou londer un gouvernement. Bazaine fut joué; ses combinaisons profondes, trop profondes peut-être, furent traînées en longueur; la place finit par manquer de vivres; durant cinq jours les hommes n'eurent plus de pain et ne se nourrissent que de la viande de chevaux mourants. Enfin, le 29 octobre, en même temps que les hommes de troupes étaient remis à l'autorité prussienne qui avait disposé ses lignes de bataille, à grande distance de la vérité, mais à bonne portée pour contenir des actes admissibles de la part de soldats français désarmés, des commissaires prussiens recevaient le matériel de l'armée et le matériel de la place, c'est-à-dire tous les sabres de l'armée, de la garde nationale mobile, de la garde nationale sédentaire, toute l'artillerie des forts et des remparts, et toutes les réserves des arsenaux.

Espérons que beaucoup de soldats réussiront à s'échapper, que beaucoup d'officiers parviendront aussi de leur côté à rompre leur captivité pour venir encore mettre à la disposition du pays le concours de leur bonne volonté. Ce sont des trouées individuelles qui se répercuteront beaucoup.

(Indépendance belge.)

LE GÉNÉRAL BOURBAKI ET LE GÉNÉRAL BOYER.

On lit dans le Journal de Genève:

A côté des événements militaires qui, depuis trois mois, occupent le devant de la scène et passionnent le public, on commence à voir s'agiter dans le fond, derrière les coulisses, certaines ombres mystérieuses qui passent et repassent, accomplissant une œuvre peut-être importante, en tous cas indirectement liée à l'action principale, mais dont personne n'a le secret. La sortie de Metz du général Bourbaki, son voyage à Londres à Bruxelles et à Tours; l'arrivée à Versailles du général Boyer, son brusque départ pour l'Angleterre, où il se trouve encore en ce moment, voilà deux faits sur lesquels l'imagination des faiseurs de nouvelles peut s'exercer en toute liberté, sans crainte de s'exposer à des démentis. On a déjà construit à ce sujet plus d'un roman politique auquel il ne manque rien, pas même la vraisemblance.

Sans prétendre à percer ce double mystère, nous croyons cependant être en mesure de rétablir, d'après des renseignements dont l'origine nous inspire toute confiance, les faits auxquels nous venons de faire allusion.

Voici d'abord quelques détails qui se rapportent à la sortie de Metz du général Bourbaki:

Peu de jours après l'arrivée en Angleterre de l'impératrice française et du prince impérial, un individu, disant se nommer R..., se présenta à la résidence occupée par la famille exilée et demanda, comme une précieuse faveur, d'être admis à saluer celle qu'il appelait sa souveraine. L'audience fut accordée et n'offrit aucun incident digne d'être signalé. L'individu dont il s'agit, et dont les antécédents étaient parfaitement inconnus du reste, se borna à protester de sa fidélité et de son dévouement, sans qu'il fut autrement question de politique.

Quelques jours plus tard, le même personnage réussit à s'introduire chez une des dames de l'entourage de l'impératrice, laquelle se trouve être la sœur du général Bourbaki. Que se passa-t-il dans cette entrevue? L'inconnu communiqua-t-il à madame L... ses aventureux projets, lui parla-t-il seulement de son dessein de pénétrer dans Metz, obtint-il de sa main quelques lignes d'introduction pour le général? C'est là un point que nous ignorons, mais il est bien permis de croire que cette entrevue entre R... et madame L... se rattache aux événements qui se sont passés plus tard. Ce que nous savons aussi, c'est que, par l'entremise de madame L..., R... eut l'occasion de voir le prince impérial auquel il témoigna les sentiments les plus dévoués; et il est parfaitement vrai, comme l'ont affirmé les journaux, qu'il obtint d'imprimer une photographie au revers de laquelle celui-ci, à titre de souvenir, avait écrit quelques lignes de sa main.

Peu de temps après cette entrevue, R... quitta l'Angleterre en annonçant l'intention de se rendre auprès de Napoléon III à Wilhelmshöhe.

A partir de ce moment, nous perdons ses

traces, mais nous le retrouvons tout à coup à Metz, où il avait pénétré avec l'assentiment des généraux prussiens. Voici de quelle manière aurait eu lieu sa rencontre avec Bourbaki.

Ce dernier revenait d'une excursion aux environs de Metz, lorsque, en approchant de la ville, il vit le général Bazaine causant avec un personnage qui lui était inconnu. Aussitôt que le général l'aperçut, il fut étonné de venir le rejoindre et lui présenta son interlocuteur comme un envoyé de l'impératrice chargé de conduire auprès d'elle un des officiers généraux enfermés dans Metz, pour s'entretenir avec lui de questions importantes.

Maintenant, continua le général, Canrobert est malade; il n'y a que vous qui puissiez vous charger d'une semblable mission.

Le général Bourbaki aurait manifesté quelque répugnance à accepter le rôle qui lui était confié; il aurait allégué l'honneur militaire qui défend à un général de quitter les troupes qu'il commande, surtout dans un moment de danger. Mais le général lui aurait fermé la bouche en insistant sur la nécessité d'obéir aux ordres de l'impératrice. A l'objection tirée de l'impossibilité de traverser les lignes prussiennes, il fut répondu par l'existence d'un saut-conduit provenant du quartier-général allemand et délivré à un officier supérieur français dont le nom était en blanc.

Devant ces apparences d'une mission régulière et sérieuse, le général Bourbaki n'hésita plus; il se décida à quitter Metz pour aller rejoindre l'impératrice qu'il croyait en France, bien qu'elle fût réfugiée en Angleterre depuis longtemps, mais on était fort mal informé au camp de Metz de ce qui se passait en France depuis la bataille de Gravelotte.

Arrivé aux avant-postes allemands, le général put s'assurer que son arrivée était attendue, car il rencontra sur son passage de nombreux officiers et soldats qui lui rendirent les honneurs militaires dus à son rang. Cela se passait, sauf erreur, le 24 septembre.

A son arrivée en Belgique, le général Bourbaki apprit d'un seul coup tous les événements accomplis depuis trois semaines, la captivité de l'empereur, la proclamation de la République et la fuite de l'impératrice en Angleterre. Le malheureux général comprit alors la gravité de la démarche qu'on venait de lui imposer; il comprit que son voyage à l'étranger, en de pareilles circonstances, pourrait donner lieu aux interprétations les plus fâcheuses, et ce ne fut qu'avec la plus grande répugnance et après de longues hésitations qu'il se décida à franchir le détroit.

Mais il n'était pas au bout de ses surprises. Arrivé à Chislehurst, résidence de la famille impériale, il n'eut pas de peine à s'apercevoir qu'il n'y était nullement attendu et qu'on n'y savait pas le premier mot de la bizarre intrigue qui venait de faire sortir de Metz un général français, avec le consentement de l'état-major prussien. L'impératrice déclara qu'elle n'avait donné aucune mission et qu'elle n'avait pas songé un instant à priver l'armée de Metz d'un de ses meilleurs officiers.

Qu'on juge de la consternation du général Bourbaki, dont la situation devenait des plus délicates. Il voulait rentrer à tout prix et sans délai auprès de ses soldats. Mais le saut-conduit qui lui avait permis de franchir les lignes prussiennes ne faisait aucune mention de la possibilité du retour. Il ne fallut rien moins, pour calmer son désespoir, que la promesse de lord Granville d'insister auprès du quartier-général prussien pour obtenir la rentrée à Metz du commandant de l'ex-garde impériale. Sur cette assurance, Bourbaki quitta Londres et vint attendre en Belgique le laisser-passer sur lequel il comptait. C'est pendant ce séjour en Belgique que, la réponse prussienne se faisant attendre, le général conçut l'idée de se rendre à Tours pour expliquer au gouvernement de la défense nationale les causes de sa mystérieuse sortie. Ses explications ont sans doute été jugées parfaitement satisfaisantes, puisque le général Bourbaki a été chargé d'un commandement important dans le Nord-Est et qu'il paraît avoir renoncé, au moins provisoirement, à l'idée de rentrer à Metz.

Ajoutons, pour compléter ce récit, que, peu de temps après que le général eut quitté l'Angleterre, l'auteur de toute cette intrigue, R..., se présenta de nouveau à Chislehurst, mais qu'il fut éconduit dans les termes les moins flatteurs par M. Chevreau, ancien ministre de l'intérieur dans le cabinet Palikao.

Pendant que Bourbaki se trouvait à Tours, un autre personnage, connu par la finesse de son intelligence et par son dévouement absolu à la personne du général Bazaine, le général Boyer se rendit à Versailles où sa présence devait exciter de nombreux commentaires. S'agissait-il, comme on l'a cru au premier moment, de régler les conditions de la capitulation de Metz? ou bien était-il vrai, comme l'ont supposé quelques personnes, que le général Bazaine, tenant peu de compte du gouvernement de Paris et de la délégation de Tours, et se considérant, lui et son armée, comme le seul pouvoir effectif existant en France, eût conçu l'idée d'ouvrir directement avec le quartier-général du roi Guillaume des négociations en vue de la paix?

Ce qui semblerait venir à l'appui de cette dernière hypothèse, c'est le voyage à Londres du général Boyer qui, jusqu'ici, n'a pas fait mine de se rendre à Tours.

Nous croyons savoir que, dans cette ville, on se montre très curieux et un peu inquiet de ce mystère. Malgré les affirmations répétées des journaux, on n'y semble pas encore convaincu que Bazaine, à la tête de ses 100,000 hommes, soit décidé à ratifier tout ce qui aura été résolu à Tours ou à Paris. On s'étonne de son silence, et l'on ne serait pas fâché de savoir ce que le général Boyer est allé faire à Londres après avoir passé quelques jours auprès de M. de Bismarck et du roi Guillaume; mais c'est précisément là ce que l'on ignore et ce que nous ignorons comme tout le monde. Nous ne savons pas davantage s'il existe quelque

relation directe ou indirecte entre la mission du général Boyer et la singulière intrigue qui a fait sortir de Metz le général Bourbaki.

COMBAT DE FORMERIE.

Voici d'après le Journal de Rouen, de nouveaux détails sur cette affaire. Ils confirment ceux que nous avons déjà donnés et qui sont si honorables pour nos braves défenseurs:

Vendredi, vers 10 heures 20, une vedette du 3^e hussards se repliait sur la station en annonçant les uhlands, qui la suivaient de près.

La station était gardée par 130 hommes, du 19^e de ligne sous le commandement du capitaine Dornat, seul officier. Les hommes se sont immédiatement rangés en bataille, et ont commencé le feu dès l'apparition des uhlands, qui, d'ailleurs, ont tourné bride très-vivement.

Le capitaine Dornat les a suivis avec 115 hommes, et n'a pas tardé à se trouver en présence de plusieurs centaines de fantassins qui occupaient l'entrée de Formerie, vers Campeaux, avec 6 ou 7 pièces de canon.

Embusqués dans les maisons, les Prussiens échangeaient des coups de fusils avec la brave compagnie du 19^e, et cela pendant plus d'une heure et demie.

Le canon prussien tonnait sans interruption; plusieurs maisons ont été atteintes et incendiées par les obus.

Amidi, le 19^e de ligne reçut l'appui d'une compagnie du bataillon de l'Oise, commandée par le capitaine Alavoine. Grâce à l'intervention énergique de ce renfort, et aux dispositions prises par le colonel d'Espéuilles, — qui est arrivé avec de nombreuses troupes appelées de tous côtés, les Prussiens ont enfin été repoussés.

Le feu cessa vers une heure. Nos troupes ont eu cinq ou six tués et une vingtaine de blessés, au nombre desquels se trouvent les capitaines Dornat et Alavoine.

Suivant leur habitude, les Prussiens ont enlevé presque tous leurs morts et tous leurs blessés.

On estime qu'ils ont dû perdre plus de cinquante hommes.

Suivant leur habitude aussi, les ennemis ont allumé à la main, pendant le combat, plusieurs incendies. Deux de leurs hommes ont été pris sur le fait et tués.

Une ambulance, établie sous la direction du docteur Langer, a recueilli la plupart de nos blessés. Le chirurgien en chef de la sixième ambulance internationale est venu d'Amiens dans la soirée avec son personnel et son matériel.

Un détachement de la garde nationale d'Amiens est arrivé à Formerie par un train spécial, mais l'engagement était terminé.

NOUVELLES DE TOULON.

Neus extrayons quelques passages d'une correspondance datée de Toulon, 27 octobre:

« Triste journée commencée par une catastrophe à l'école de pyrotechnie, dans les ateliers où un millier de femmes sont occupées à fabriquer des cartouches. Il y a eu une ouvrière tuée sur place et dix blessées portées à l'hôpital de la Marine; sur ce nombre quatre sont condamnées et ne pourront pas en échapper. Le sinistre est attribué à la combustion spontanée d'une capsule qui a provoqué une explosion.

Ce désastreux événement a produit une impression douloureuse dans la ville, surtout lorsqu'on a vu défiler les dix brancards qui portaient les victimes à l'hôpital principal.

« Le bataillon de matelots canoniers, parti samedi dernier de Toulon, sous le commandement de M. Poisson, capitaine de frégate, est entré en gare de Besançon le lendemain dimanche, à 8 heures du soir, juste au moment où entendait le son lointain des derniers coups de canon du corps prussien qui venait de se faire battre à Châtillon-le-Duc.

« Le commandant Poisson a été envoyé au poste d'honneur, étant chargé de défendre les ouvrages avancés de la place.

« L'Intrépide, la Dryade l'Entrepreneante, relevés sur rade au moment d'appareiller, ont été seulement retardés, afin de donner le temps de concentrer sur le littoral de l'Algérie, les hommes et les chevaux rappelés de l'armée d'Afrique.

« En partant de Toulon, un de ces transports prendra 1,200 mobiles du département du Puy-de-Dôme que l'on envoie en Algérie.

« Notre gare est un vaste camp où les trains de troupes se succèdent sans interruption; hier, dans la soirée, il est parti deux convois de 25 wagons chacun; le premier emportait 1,100 hommes des 37^e et 89^e de ligne; le second a enlevé le 3^e bataillon de matelots fusiliers, commandé par M. Sibour, capitaine de frégate.

Capitulation de Metz

Un capitaine du génie appartenant à l'armée de Metz, vient d'arriver à Bruxelles. Libre de tout engagement envers la Prusse, n'ayant pas voulu promettre de ne plus servir la France dans la guerre actuelle, il a réussi à s'évader de la place de Metz au moment où les colonnes prussiennes entraient dans la ville.

Il nous fait le récit de ce qui s'est passé avant la capitulation, et des manœuvres employées par le général Bazaine pour amener son armée à cette douloureuse extrémité.

Nous résumons ci-dessous ce récit, en garantissant la parfaite conformité de ce qu'on va lire avec ce qui nous a été dit:

« La reddition de la place et des soldats s'effectua le samedi 29 octobre. Chaque corps d'armée, s'écoulant suivant des directions déterminées, fut remis aux autorités prussiennes. Cette lugubre cérémonie dura de midi à six heures du soir.

« Les officiers auxquels incombait le triste rôle de livrer la troupe, remettaient un état déclarant l'effectif dont elle se composait. Aucune vérification numérique n'était faite par les commissaires prussiens. Les officiers étaient ensuite obligés de rentrer dans la place.

« C'était le plus lugubre des convois. Les soldats pleuraient, les officiers pleuraient. La France se suicidait par les mains du général qui avait le devoir de la sauver. A Metz, la statue du général Fabert était couverte d'un immense crêpe noir. (1)

« Afin d'amener les officiers et les soldats à l'idée d'une capitulation de la place et de l'armée, on avait dit aux officiers:

« Dans quelques jours nous n'aurons plus ni farine, ni son, ni vin, ni eau-de-vie. Les chevaux, auxquels on ne donne plus que 300 grammes de son par jour, périssent et vont manquer tout à fait pour l'alimentation des hommes. Le bois lui-même va manquer pour la cuisson des aliments.

« D'ailleurs, le sel manque depuis longtemps et on ne peut faire des conserves de viandes de cheval. Les chevaux qui ont résisté sont incapables de rendre des services à la cavalerie et à l'artillerie. Avec de la cavalerie et de l'artillerie, la trouée est une opération des plus rudes; sans cavalerie et sans artillerie, elle est presque impossible, les Prussiens s'étant fortifiés de plus en

plus. Cependant, si elle est résolue, tout le monde fera son devoir, et nous passerons, dussent les neuf dixièmes de l'armée rester sur le terrain. Mais les débris de cette armée à quoi seront-ils bons? Certainement l'honneur français serait sauve; mais ne vaudrait-il pas mieux ménager nos forces pour rendre à la patrie de plus grands services?

La France est horriblement travaillée par l'anarchie; Paris est victime de désordres inouïs; Lyon est aux mains des canuts; Marseille est la proie des rouges; Bordeaux, Toulouse sont le théâtre de violences; enfin, le Havre, Rouen demandent pour rétablir l'ordre des garnisons prussiennes. Sauvons nos propriétés, nos familles. Notre mission est aujourd'hui de protéger la société. Nous sortirons d'ici avec les honneurs de la guerre, avec nos armes et nos aigles, et nous deviendrons armée de l'ordre.

C'est ainsi qu'on commença à empoisonner l'esprit de l'armée... Mais il n'entra pas dans les vues de la Prusse de laisser une armée de plus de cent mille hommes se dégager de Metz avec ses armes et ses aigles pour aller rétablir ou londer un gouvernement. Bazaine fut joué; ses combinaisons profondes, trop profondes peut-être, furent traînées en longueur; la place finit par manquer de vivres; durant cinq jours les hommes n'eurent plus de pain et ne se nourrissent que de la viande de chevaux mourants. Enfin, le 29 octobre, en même temps que les hommes de troupes étaient remis à l'autorité prussienne qui avait disposé ses lignes de bataille, à grande distance de la vérité, mais à bonne portée pour contenir des actes admissibles de la part de soldats français désarmés, des commissaires prussiens recevaient le matériel de l'armée et le matériel de la place, c'est-à-dire tous les sabres de l'armée, de la garde nationale mobile, de la garde nationale sédentaire, toute l'artillerie des forts et des remparts, et toutes les réserves des arsenaux.

Espérons que beaucoup de soldats réussiront à s'échapper, que beaucoup d'officiers parviendront aussi de leur côté à rompre leur captivité pour venir encore mettre à la disposition du pays le concours de leur bonne volonté. Ce sont des trouées individuelles qui se répercuteront beaucoup.

(Indépendance belge.)

LE GÉNÉRAL BOURBAKI ET LE GÉNÉRAL BOYER.

On lit dans le Journal de Genève:

A côté des événements militaires qui, depuis trois mois, occupent le devant de la scène et passionnent le public, on commence à voir s'agiter dans le fond, derrière les coulisses, certaines ombres mystérieuses qui passent et repassent, accomplissant une œuvre peut-être importante, en tous cas indirectement liée à l'action principale, mais dont personne n'a le secret. La sortie de Metz du général Bourbaki, son voyage à Londres à Bruxelles et à Tours; l'arrivée à Versailles du général Boyer, son brusque départ pour l'Angleterre, où il se trouve encore en ce moment, voilà deux faits sur lesquels l'imagination des faiseurs de nouvelles peut s'exercer en toute liberté, sans crainte de s'exposer à des démentis. On a déjà construit à ce sujet plus d'un roman politique auquel il ne manque rien, pas même la vraisemblance.

Sans prétendre à percer ce double mystère, nous croyons cependant être en mesure de rétablir, d'après des renseignements dont l'origine nous inspire toute confiance, les faits auxquels nous venons de faire allusion.

Voici d'abord quelques détails qui se rapportent à la sortie de Metz du général Bourbaki:

Peu de jours après l'arrivée en Angleterre de l'impératrice française et du prince impérial, un individu, disant se nommer R..., se présenta à la résidence occupée par la famille exilée et demanda, comme une précieuse faveur, d'être admis à saluer celle qu'il appelait sa souveraine. L'audience fut accordée et n'offrit aucun incident digne d'être signalé. L'individu dont il s'agit, et dont les antécédents étaient parfaitement inconnus du reste, se borna à protester de sa fidélité et de son dévouement, sans qu'il fut autrement question de politique.

Quelques jours plus tard, le même personnage réussit à s'introduire chez une des dames de l'entourage de l'impératrice, laquelle se trouve être la sœur du général Bourbaki. Que se passa-t-il dans cette entrevue? L'inconnu communiqua-t-il à madame L... ses aventureux projets, lui parla-t-il seulement de son dessein de pénétrer dans Metz, obtint-il de sa main quelques lignes d'introduction pour le général? C'est là un point que nous ignorons, mais il est bien permis de croire que cette entrevue entre R... et madame L... se rattache aux événements qui se sont passés plus tard. Ce que nous savons aussi, c'est que, par l'entremise de madame L..., R... eut l'occasion de voir le prince impérial auquel il témoigna les sentiments les plus dévoués; et il est parfaitement vrai, comme l'ont affirmé les journaux, qu'il obtint d'imprimer une photographie au revers de laquelle celui-ci, à titre de souvenir, avait écrit quelques lignes de sa main.

Peu de temps après cette entrevue, R... quitta l'Angleterre en annonçant l'intention de se rendre auprès de Napoléon III à Wilhelmshöhe.

A partir de ce moment, nous perdons ses

traces, mais nous le retrouvons tout à coup à Metz, où il avait pénétré avec l'assentiment des généraux prussiens. Voici de quelle manière aurait eu lieu sa rencontre avec Bourbaki.

Ce dernier revenait d'une excursion aux environs de Metz, lorsque, en approchant de la ville, il vit le général Bazaine causant avec un personnage qui lui était inconnu. Aussitôt que le général l'aperçut, il fut étonné de venir le rejoindre et lui présenta son interlocuteur comme un envoyé de l'impératrice chargé de conduire auprès d'elle un des officiers généraux enfermés dans Metz, pour s'entretenir avec lui de questions importantes.

Maintenant, continua le général, Canrobert est malade; il n'y a que vous qui puissiez vous charger d'une semblable mission.

Le général Bourbaki aurait manifesté quelque répugnance à accepter le rôle qui lui était confié; il aurait allégué l'honneur militaire qui défend à un général de quitter les troupes qu'il commande, surtout dans un moment de danger. Mais le général lui aurait fermé la bouche en insistant sur la nécessité d'obéir aux ordres de l'impératrice. A l'objection tirée de l'impossibilité de traverser les lignes prussiennes, il fut répondu par l'existence d'un saut-conduit provenant du quartier-général allemand et délivré à un officier supérieur français dont le nom était en blanc.

Devant ces apparences d'une mission régulière et sérieuse, le général Bourbaki n'hésita plus; il se décida à quitter Metz pour aller rejoindre l'impératrice qu'il croyait en France, bien qu'elle fût réfugiée en Angleterre depuis longtemps, mais on était fort mal informé au camp de Metz de ce qui se passait en France depuis la bataille de Gravelotte.

Arrivé aux avant-postes allemands, le général put s'assurer que son arrivée était attendue, car il rencontra sur son passage de nombreux officiers et soldats qui lui rendirent les honneurs militaires dus à son rang. Cela se passait, sauf erreur, le 24 septembre.

A son arrivée en Belgique, le général Bourbaki apprit d'un seul coup tous les événements accomplis depuis trois semaines, la captivité de l'empereur, la proclamation de la République et la fuite de l'impératrice en Angleterre. Le malheureux général comprit alors la gravité de la démarche qu'on venait de lui imposer; il comprit que son voyage à l'étranger, en de pareilles circonstances, pourrait donner lieu aux interprétations les plus fâcheuses, et ce ne fut qu'avec la plus grande répugnance et après de longues hésitations qu'il se décida à franchir le détroit.

Mais il n'était pas au bout de ses surprises. Arrivé à Chislehurst, résidence de la famille impériale, il n'eut pas de peine à s'apercevoir qu'il n'y était nullement attendu et qu'on n'y savait pas le premier mot de la bizarre intrigue qui venait de faire sortir de Metz un général français, avec le consentement de l'état-major prussien. L'impératrice déclara qu'elle n'avait donné aucune mission et qu'elle n'avait pas songé un instant à priver l'armée de Metz d'un de ses meilleurs officiers.

Qu'on juge de la consternation du général Bourbaki, dont la situation devenait des plus délicates. Il voulait rentrer à tout prix et sans délai auprès de ses soldats. Mais le saut-conduit qui lui avait permis de franchir les lignes prussiennes ne faisait aucune mention de la possibilité du retour. Il ne fallut rien moins, pour calmer son désespoir, que la promesse de lord Granville d'insister auprès du quartier-général prussien pour obtenir la rentrée à Metz du commandant de l'ex-garde impériale. Sur cette assurance, Bourbaki quitta Londres et vint attendre en Belgique le laisser-passer sur lequel il comptait. C'est pendant ce séjour en Belgique que, la réponse prussienne se faisant attendre, le général conçut l'idée de se rendre à Tours pour expliquer au gouvernement de la défense nationale les causes de sa mystérieuse sortie. Ses explications ont sans doute été jugées parfaitement satisfaisantes, puisque le général Bourbaki a été chargé d'un commandement important dans le Nord-Est et qu'il paraît avoir renoncé, au moins provisoirement, à l'idée de rentrer à Metz.

Ajoutons, pour compléter ce récit, que, peu de temps après que le général eut quitté l'Angleterre, l'auteur de toute cette intrigue, R..., se présenta de nouveau à Chislehurst, mais qu'il fut éconduit dans les termes les moins flatteurs par M. Chevreau, ancien ministre de l'intérieur dans le cabinet Palikao.

Pendant que Bourbaki se trouvait à Tours, un autre personnage, connu par la finesse de son intelligence et par son dévouement absolu à la personne du général Bazaine, le général Boyer se rendit à Versailles où sa présence devait exciter de nombreux commentaires. S'agissait-il, comme on l'a cru au premier moment, de régler les conditions de la capitulation de Metz? ou bien était-il vrai, comme l'ont supposé quelques personnes, que le général Bazaine, tenant peu de compte du gouvernement de Paris et de la délégation de Tours, et se considérant, lui et son armée, comme le seul pouvoir effectif existant en France, eût conçu l'idée d'ouvrir directement avec le quartier-général du roi Guillaume des négociations en vue de la paix?

Ce qui semblerait venir à l'appui de cette dernière hypothèse, c'est le voyage à Londres du général Boyer qui, jusqu'ici, n'a pas fait mine de se rendre à Tours.

Nous croyons savoir que, dans cette ville, on se montre très curieux et un peu inquiet de ce mystère. Malgré les affirmations répétées des journaux, on n'y semble pas encore convaincu que Bazaine, à la tête de ses 100,000 hommes, soit décidé à ratifier tout ce qui aura été résolu à Tours ou à Paris. On s'étonne de son silence, et l'on ne serait pas fâché de savoir ce que le général Boyer est allé faire à Londres après avoir passé quelques jours auprès de M. de Bismarck et du roi Guillaume; mais c'est précisément là ce que l'on ignore et ce que nous ignorons comme tout le monde. Nous ne savons pas davantage s'il existe quelque

Dans la journée les 2,000 zouaves d'Antibes avaient traversé la gare sans s'arrêter, nous avons encore ce soir un train de troupes et le 4^e bataillon de matelots. Le 3^e bataillon partira demain, c'est toute une armée qui défile sur la voie ferrée.

« Toute la marine de commerce allemande, ayant disparu du bassin de la Méditerranée, ou se trouvant en fourrière dans des ports neutres, ordre a été dit-on, donné à la flottille qui était en croisière dans le Levant, de rentrer à Toulon pour y être désarmée. »

Chronique locale & départementale

M. Augustin Moret vient d'adresser à M. le maire de Roubaix, la lettre suivante:

Roubaix, le 2 novembre 1870.

Monsieur le Maire,

Ayant appris que la ville de Roubaix voulait munir la garde nationale mobilisée de pièces d'artillerie, soit mitrailleuses ou autres; vu les sacrifices que cette malheureuse guerre impose au pays, je donne mes deux meilleurs chevaux, tout garnis pour servir à l'artillerie, ils sont de haute taille, jeunes, vigoureux et pourront faire un très-bon service.

Agréez, M. le maire, les salutations de votre tout dévoué,

Signé: A. Moret.

Un patriote lillois propose aux industriels de notre pays, possédant de bons chevaux de trait dont n'a pas l'emploi actuellement, de les affecter au service de l'artillerie ou du train des équipages. Le gouvernement pourrait acheter les chevaux disponibles et les mettre immédiatement à la disposition du ministre de la guerre. Cette proposition mérite d'être examinée.

Nous apprenons que d'honorables négociants de Londres, M. David Evans et Cie, viennent d'adresser à M. le maire de Bazailles, la somme de 500 francs pour être réparti par lui entre les malheureux habitants de sa paroisse.

En prévision de la rupture des communications entre Amiens et Rouen, la Chambre de commerce de Valenciennes, par une lettre en date du 18 de ce mois, avait appelé la sérieuse attention des membres de la délégation du gouvernement à Tours, sur la nécessité d'organiser un service postal quotidien, par mer entre Cherbourg et Calais, suivant escale au Havre.

La réponse ne s'est pas fait attendre. La voici:

Lille, le 26 octobre 1870.

Monsieur le président,

Conformément aux instructions de M. le directeur général des postes et des télégraphes que je reçois à l'instant, j'en presse de vous faire connaître que dans le cas où les communications seraient coupées entre Amiens et Rouen, les messagers sont priés dès à présent, pour assurer le transport des dépêches de Calais à Amiens ou Cherbourg, suivant les besoins.

L'avis à vapeur le Paon de la marine nationale est en station à Calais et prêt pour ce service.

L'acheminement des correspondances sera donc point interrompu dans le cas précité.

Agréez, etc.

Le directeur des postes de Nord.

La Compagnie de chemin de fer du Nord a l'honneur d'informer le public qu'à partir du 10 novembre elle appliquera, à la gare de Dunkerque, à cause de l'encombrement produit par les marchandises destinées à l'exportation, le tarif relevé du magasinage, homologué par décision ministérielle du 30 novembre 1865, savoir:

Après un séjour franc de trois jours, 0 fr. 10 c. par 100 kilogrammes et par jour.

La perception de ce tarif cessera avec l'encombrement.

Nota. — Aucune demande en réduction du magasinage perçu pendant la période d'encombrement ne sera accueillie par la Compagnie.

Hier, dans la matinée, la garde nationale de Douai a été convoquée pour se rendre sur les remparts et prendre les postes de combat assignés aux divers compagnies.

Dans l'après-midi, le général Bourbaki a passé dans notre ville, il n'y a séjourné que très peu de temps. Sa présence a été signalée par des manifestations bruyantes.

(Petit Journal du Nord.)

On écrit d'Amiens:

Le général Bourbaki, commandant en chef de la région du Nord, est venu hier matin à Amiens passer deux heures chez le général commandant la place. Il y a reçu le comité de défense et discuté d'urgence les questions les plus importantes.

Le général Bourbaki, attendu à Douai dans la journée pour assister à un conseil ou devait se traiter des questions capitales au sujet de l'ensemble de la défense dans le Nord, a quitté notre ville, et

(1) Fabert a sa statue sur la principale place d'armes de Metz. On lit sur le socle:

Si, pour empêcher qu'une place que le Roi m'a confiée
Ne tombât au pouvoir des ennemis,
Il fallait mettre à une brèche
Ma personne, ma famille et tout mon bien,
Je ne balancerai pas un moment à le faire.